

Contre l'homophobie, la lesbophobie, la transphobie, le sexisme :

Égalité des droits - Égalité des choix

Il y a cinq ans, les débats parlementaires sur le PACS ont été l'occasion d'un panel florissant de propos homophobes.

Depuis, les actes homophobes, lesbophobes et transphobes - de l'agression verbale aux crimes les plus violents - sont toujours une réalité, dans la rue, dans les cours d'école, au travail, sur les lieux de drague...

Face à cela, les réactions des politiques se limitent à des effets d'annonce : promesse d'une loi condamnant les propos homophobes du candidat Chirac (mars 2002), du premier ministre Raffarin (juillet 2003) et du ministre de la justice Perben (janvier 2004). Alors que dans les faits, une proposition de loi contre les propos discriminatoires a été rejetée par leur propre majorité (novembre 2003).

Tant que les lesbiennes, les gays, les trans et les bis resteront des sous-citoyenNes selon la loi, elles et ils continueront d'être insultéEs, stigmatiséEs et agresséEs.

La non-application des lois relatives à l'égalité femmes-hommes dans les domaines de l'éducation et du travail ainsi que les inégalités de droits

fondées sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre participent aux violences faites aux femmes, aux trans, aux lesbiennes, aux bis et aux gays.

Nous exigeons l'égalité des droits pour touTEs : ouverture du mariage aux couples de même sexe, accès à l'adoption et à la PMA quelles que soient l'orientation sexuelle, l'identité de genre et le statut marital du\de la ou des demandeurEs.

Nous exigeons le droit pour les trans, opéréEs ou non, de changer d'état civil et le respect de leur droit à choisir leurs médecins.

Nous exigeons la déclassification de la transexualité comme maladie mentale ("trouble grave de la personnalité") dans le système de soins français.

Nous exigeons la mise en place de mesures éducatives et législatives de lutte contre l'homophobie, la lesbophobie, la transphobie et le sexisme : prévention en milieu scolaire et pénalisation des propos discriminatoires.

Pour rappeler que ces exigences sont des pré-requis pour lutter contre les discriminations fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, dans les lois, dans les faits, dans les têtes:

MANIFESTONS SAMEDI 24 AVRIL à 16h30

Angle rue des Archives et rue Sainte Croix de la Bretonnerie



Contre l'homophobie, la lesbophobie, la transphobie, le sexisme :

Égalité des droits - Égalité des choix

Il y a cinq ans, les débats parlementaires sur le PACS ont été l'occasion d'un panel florissant de propos homophobes.

Depuis, les actes homophobes, lesbophobes et transphobes - de l'agression verbale aux crimes les plus violents - sont toujours une réalité, dans la rue, dans les cours d'école, au travail, sur les lieux de drague...

Face à cela, les réactions des politiques se limitent à des effets d'annonce : promesse d'une loi condamnant les propos homophobes du candidat Chirac (mars 2002), du premier ministre Raffarin (juillet 2003) et du ministre de la justice Perben (janvier 2004). Alors que dans les faits, une proposition de loi contre les propos discriminatoires a été rejetée par leur propre majorité (novembre 2003).

Tant que les lesbiennes, les gays, les trans et les bis resteront des sous-citoyenNes selon la loi, elles et ils continueront d'être insultéEs, stigmatiséEs et agresséEs.

La non-application des lois relatives à l'égalité femmes-hommes dans les domaines de l'éducation et du travail ainsi que les inégalités de droits

fondées sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre participent aux violences faites aux femmes, aux trans, aux lesbiennes, aux bis et aux gays.

Nous exigeons l'égalité des droits pour touTEs : ouverture du mariage aux couples de même sexe, accès à l'adoption et à la PMA quelles que soient l'orientation sexuelle, l'identité de genre et le statut marital du\de la ou des demandeurEs.

Nous exigeons le droit pour les trans, opéréEs ou non, de changer d'état civil et le respect de leur droit à choisir leurs médecins.

Nous exigeons la déclassification de la transexualité comme maladie mentale ("trouble grave de la personnalité") dans le système de soins français.

Nous exigeons la mise en place de mesures éducatives et législatives de lutte contre l'homophobie, la lesbophobie, la transphobie et le sexisme : prévention en milieu scolaire et pénalisation des propos discriminatoires.

Pour rappeler que ces exigences sont des pré-requis pour lutter contre les discriminations fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, dans les lois, dans les faits, dans les têtes:

MANIFESTONS SAMEDI 24 AVRIL à 16h30

Angle rue des Archives et rue Sainte Croix de la Bretonnerie

